

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le 18 mai 2020.

DROITS HUMAINS en HAÏTI

La Coopération Europe-Haïti (CoEH), plateforme d'ONGs européennes avec des partenaires locaux en Haïti, s'inquiète de la dégradation des droits humains en Haïti et des menaces exprimées à nouveau envers un de nos partenaires haïtiens.

Nous souhaitons attirer l'attention sur la situation difficile des défenseurs des Droits Humains en Haïti, ces derniers temps. Très récemment l'un d'entre eux, le RNDDH (Réseau National de Défense des Droits Humains) a connu des menaces et son bureau a même été objet de tirs dans la nuit du 10 au 11 mai 2020. Ces faits ont été dénoncés, tant par l'Office de Protection du citoyen (OPC) que par plusieurs organisations de la société civile, comme une persécution et une tentative d'intimidation.

Cette organisation de Droits Humains, le RNDDH, joue depuis des années un rôle important de vigilance et de lanceur d'alertes par rapport à une série de violations des Droits Humains en Haïti. Rappelons seulement ses rapports détaillés et illustrés de témoignages recueillis sur place suite aux massacres perpétrés dans les quartiers de La Saline en 2018, du Bel Air en 2019, des dossiers concernant les agissements des gangs armés et leur proximité avec certaines autorités de l'Etat ; ses dénonciations d'actes de corruption, de violations des droits des prisonniers et autres groupes vulnérables de la société.... Il est évident que cela puisse déplaire à certains et nous craignons que les attaques dont le RNDDH est l'objet ces derniers temps ne soient en rapport avec ses prises de position.

Cet empiètement de la part de l'Unité de Lutte Contre la Corruption (ULCC) concernant l'utilisation d'une subvention reçue par le RNDDH du BMPAB en 2016 et justifiée dans les détails auprès de la cour des comptes en 2018, ne serait-il qu'un moyen de discréditer le RNDDH auprès de la population haïtienne et des organismes partenaires et le réduire au silence ?

Nous préférierions voir de l'impartialité pour les enquêtes de l'ULCC dans les dossiers BMPAD et les fonds Pétricaribe, et une levée du mandat d'amener contre l'Administratrice. Et il serait souhaitable qu'une enquête soit menée sur les responsables des tirs contre les locaux du RNDDH.

La COEH exprime toute sa solidarité envers le RNDDH, partenaire de longue date de plusieurs membres de la plateforme et l'encourage à poursuivre son travail de défense et de promotion des droits humains et d'accompagnement du peuple haïtien dans sa quête de démocratie, de justice et de respect de la dignité humaine.

Pour le comité de Pilotage de la CoEH

Les membres de la CoEH sont : <http://coeh.eu/members/>